

Grenelle Environnement

Un combat continu

Le Grenelle Environnement est le déclencheur d'une véritable métamorphose qui bouleverse la réalité française sur le plan économique, humain et territorial. Il est une des conditions de la compétitivité des entreprises et des territoires.



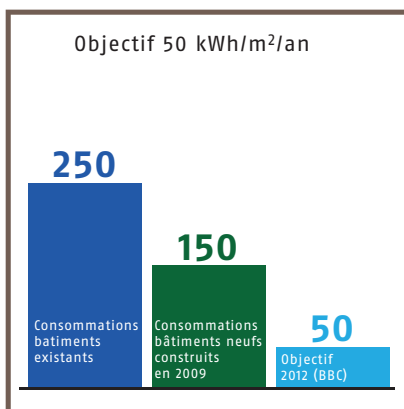
**ENTRONS
DANS LE MONDE
D'APRÈS**



Grenelle Environnement

Le bâtiment relève le défi

Bâtiment neuf



Le secteur du bâtiment représente plus de 40 % des consommations d'énergie de notre pays. L'ambition du Grenelle Environnement est de généraliser les « bâtiments basse consommation » dès 2012 et les bâtiments à énergie positive en 2020. Fin 2009, les demandes de certifications BBC avoisinaient les 20 000, soit 10 fois plus que les estimations initiales. De plus, les 1^{ers} bâtiments neufs à énergie positive ont déjà vu le jour, devançant l'obligation de 2020.



Rénovation



100 000
éco-prêts à taux zéro
fin mars 2010

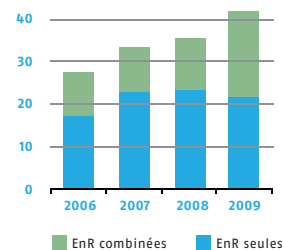
L'éco-prêt à taux zéro aide les particuliers à financer leurs travaux de rénovation thermique de leur résidence principale. Fin mars 2010, les 100 000 éco-prêts et la rénovation programmée de plus de 35 000 logements sociaux induisent un investissement de près de 3 milliards d'euros. Un tel rythme d'investissement correspond à la mobilisation de 40 000 emplois sur la période.

EnR dans le bâtiment

Les énergies renouvelables sont en pleine progression dans le secteur du logement. Pour le chauffage, le recours aux énergies renouvelables a ainsi progressé de 50 % entre 2006 et 2009 dans le logement neuf individuel. Dans la rénovation, on estime en 2009 les installations à 460 000 unités de chauffage au bois, 17 200 pompes à chaleur, 32 500 équipements solaire thermique (186 000 m²) et près de 32 000 toits photovoltaïques.



Part du chauffage par énergies renouvelables dans les maisons neuves (en pourcentage)

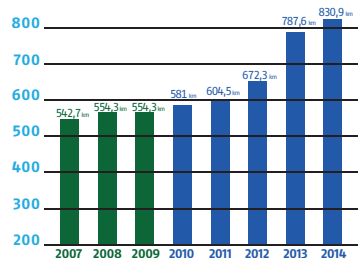


Se déplacer autrement

Transports collectifs



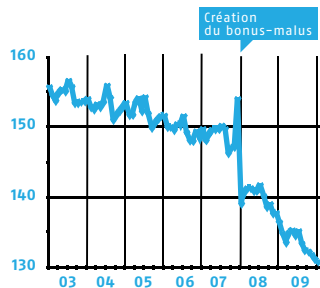
Évolution du réseau de tramway et de métro (longueur cumulée)



Le Grenelle Environnement a ouvert la voie pour une offre de nouveaux usages collectifs de transports. Dès 2009, 50 nouveaux projets de transports collectifs en site propre ont été lancés dans 38 villes de France, représentant 365 km, soit plus qu'un doublement de la dimension totale du réseau qui existait en 2007.

Automobiles

Évolution des émissions de CO₂ en g/Km des véhicules neufs



Le bonus-malus mis en place en janvier 2008 a contribué à la réduction des émissions moyennes de CO₂ des véhicules neufs. Les émissions de CO₂ des véhicules en France (132,8 g de CO₂ par kilomètre à fin 2009) sont ainsi inférieures de 12,7 g à la moyenne européenne, notamment grâce aux efforts de l'industrie automobile française pour développer des véhicules moins polluants.



Lignes à Grande Vitesse



4 nouvelles Lignes à Grande Vitesse

- Tours-Bordeaux
- Le Mans-Rennes
- Nîmes-Montpellier
- Montpellier-Perpignan

L'objectif du Grenelle Environnement est de lancer 2 000 km de Lignes à Grande Vitesse supplémentaires d'ici 2020. Dès 2009, 4 nouvelles lignes ont été lancées, pour un total de 660 km représentant un montant d'investissement de près de 15 milliards d'euros. Afin de favoriser les modes les plus respectueux de l'environnement, un engagement national pour le fret ferroviaire a par ailleurs été lancé en septembre 2009.

Grenelle Environnement

Les comportements changent

Lampes basse consommation

74 millions
de lampes basse
consommation
vendues en 2009

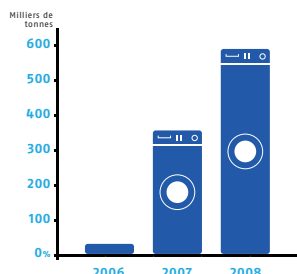


La France retire du marché les lampes à incandescence selon le calendrier le plus ambitieux d'Europe et promeut la diffusion des nouvelles générations de lampes qui consomment 4 à 5 fois moins d'électricité. Au-delà, il s'agit de promouvoir de nouveaux modes de consommation et de généraliser l'affichage des caractéristiques environnementales sur l'ensemble des produits.

Recyclage

Le Grenelle Environnement a eu un effet d'accélérateur sur les filières de collecte des déchets ménagers. Cela s'est traduit par la montée en puissance de la collecte des DEEE et des emballages ménagers recyclés. Ainsi, 2008 et 2009 ont connu une augmentation de 30 % du tonnage collecté des DEEE et le passage de 63 % des emballages ménagers recyclés en 2008 à 75 % en 2012. Par ailleurs, de nouvelles filières ont été créées et représentent désormais plus de 6 millions de tonnes collectées.

Évolution du tonnage total des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) collectés entre 2006 et 2008



Agriculture Bio



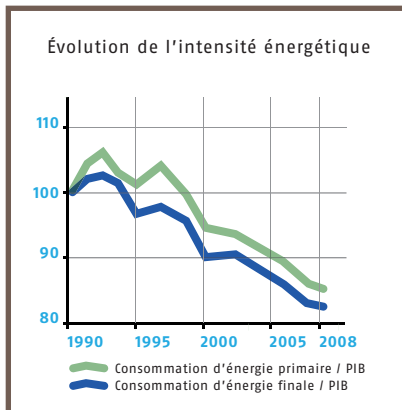
Les produits issus de l'agriculture biologique connaissent une très forte croissance. Pour la 2^e année consécutive, leur croissance annuelle en grandes et moyennes surfaces est de 20 %, contre 10 % à peine en 2007. Par ailleurs, en France, le nombre d'exploitations certifiées ou en conversion a augmenté de 40 % entre 2007 et 2009.

100%
de croissance des ventes
des produits issus
de l'agriculture biologique
en 3 ans

Grenelle Environnement

Une énergie plus propre et mieux maîtrisée

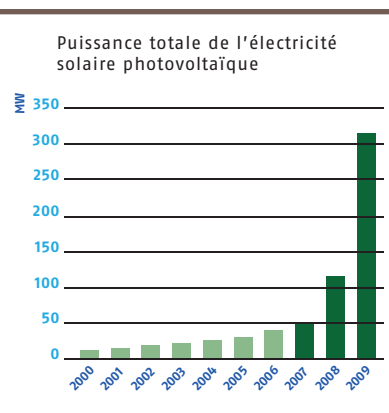
Consommation d'énergie



Après une hausse continue depuis les années 70, la consommation d'énergie se stabilise depuis 2007 alors que le produit intérieur brut continue d'augmenter. Dans un contexte de renchérissement de l'énergie et des matières premières, les actions menées dans les différents secteurs d'activités améliorent la compétitivité économique des entreprises et le pouvoir d'achat des ménages.



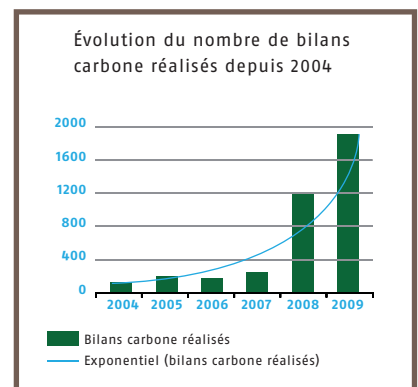
EnR



La production d'énergies renouvelables a augmenté de 25 % en 2 ans, grâce aux mesures du Grenelle Environnement et la France conforte sa place de 2^e producteur d'énergies renouvelables en Europe. Le parc éolien a franchi la barre des 4 500 MW fin 2009 tandis que le solaire photovoltaïque décolle. Grâce aux Fonds Chaleur, l'État aide les territoires à développer la production de chaleur à partir des nouvelles sources d'énergie (biomasse, géothermie, biogaz, solaire...).

Les émissions de GES

Les émissions de Gaz à Effet de Serre de la France sont estimées à environ 527 millions de tonnes équivalent CO₂ en 2008. La France est l'un des rares pays industrialisés respectant scrupuleusement ses engagements internationaux. Au niveau national, afin de permettre à chacun d'identifier ses axes d'amélioration, le Grenelle Environnement accroît les obligations d'évaluation des émissions de CO₂, tant au niveau des administrations, des collectivités que des entreprises privées (>à 500 personnes).



Grenelle Environnement

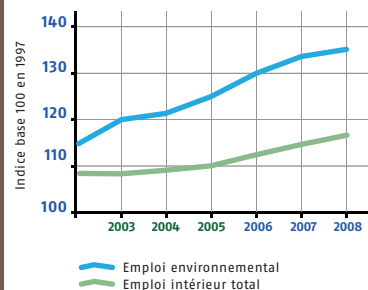
La croissance de l'économie verte

L'emploi



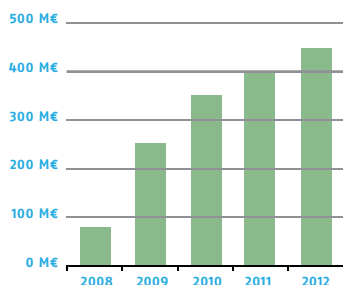
L'Etat accompagne les professionnels du bâtiment qui mettent en œuvre, sur le terrain, le Grenelle Environnement. Près de 20 000 professionnels ont été formés aux économies d'énergie dans le bâtiment depuis 2008 dans le cadre de la Formation aux Economies d'Energie des Entreprises du Bâtiment (FEEBAT). L'objectif est d'en former 120 000 à l'horizon 2012.

Évolution de l'emploi environnemental par rapport à l'emploi total



La Recherche

1,5 milliard d'euros engagé d'ici 2012

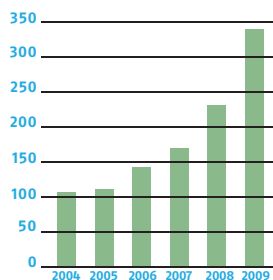


1,5 milliard d'euros sera consacré sur 4 ans à la Recherche. Dans ce cadre, un fond « démonstrateurs » de recherche doté de 325 M€ sur la période 2009-2012 géré par l'ADEME, a été créé pour soutenir des expérimentations de démonstrateurs de recherche sur les thématiques liées aux nouvelles technologies de l'Énergie. Cette dynamique sera complétée par les fonds attribués dans le cadre des investissements d'avenir.

Produits écolabellisés

Le Grenelle Environnement a mis en exergue la nécessité de rendre l'offre des produits à la fois plus visible, plus crédible et plus accessible. Début 2010, 50 % d'entreprises de plus par rapport à 2008, bénéficiaient de l'écolabel français ou de l'écolabel européen sur au moins un de leur produit. On estime à près d'un milliard d'euros le chiffre d'affaires généré par ces produits en 2009.

Nombre d'entreprises ayant des produits écolabellisés (NF-Environnement ou Écolabel Européen)



Grenelle Environnement

Gouvernance écologique : Tous acteurs !

Dans chaque région

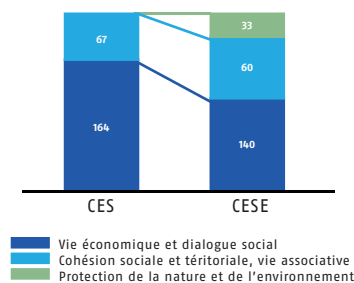
Au-delà des démarches volontaires dites « d'Agenda 21 » grâce auxquelles les collectivités territoriales construisent, en concertation avec toutes les parties prenantes, un projet de développement durable, toutes les collectivités territoriales de plus de 50 000 habitants devront désormais examiner un rapport développement durable préalablement au vote de leur budget.



600
collectivités
territoriales
engagées dans
un Agenda 21

National

Transformation du Conseil économique et social (CES) en Conseil économique, social et environnemental (CESE)



Pour faire face à la nécessaire métamorphose de la société, le principe du Grenelle Environnement est d'associer sur un pied d'égalité, à la définition et au suivi des politiques, les collectivités territoriales, les entreprises, les syndicats de salariés et les associations de protection de l'environnement. Par ailleurs, le public sera désormais consulté par l'État sur toutes les réglementations nationales ayant un impact direct et significatif sur l'environnement.



International

95 pays
associés à un accord
de Copenhague
en février 2010



Le Sommet de Copenhague de décembre 2009 a permis de poser les bases d'une véritable solidarité climatique internationale s'appuyant notamment sur des engagements financiers concrets de 10 milliards de dollars par an d'ici 2012. Ainsi, la communauté internationale sera en mesure de financer de nombreuses actions en faveur de la lutte contre la déforestation ou du développement des énergies renouvelables en Afrique.

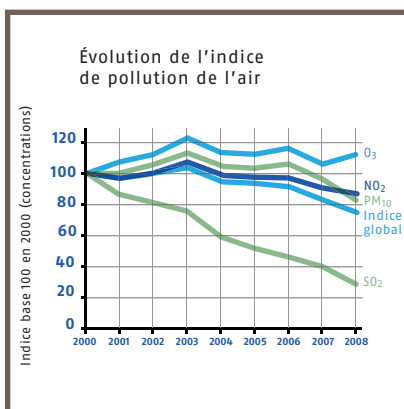
Grenelle Environnement

Préserver

notre santé et notre cadre de vie

Air

Depuis 2007, les actions du Grenelle Environnement ont permis d'engager des actions de fond sur les polluants de l'air des villes, avec notamment des résultats renforcés pour le SO₂ et le CO. La mise en œuvre du Plan National Santé Environnement 2 et du Plan particules devrait permettre des réductions significatives des émissions d'oxyde d'azote et des particules. Concernant le bruit, les crédits consacrés par l'Etat à la résorption des points noirs bruit augmenteront de 80 % par an sur 3 ans pour représenter 120 M€ à l'horizon 2011.



Biodiversité



La progression des surfaces d'espaces naturels protégés en mer et dans les DOM est spectaculaire. C'est d'autant plus important que les DOM abritent la plus grande part de la richesse en biodiversité française. Par ailleurs, à la protection des espaces sensibles, va s'ajouter la création de corridors écologiques pour permettre aux espèces de se déplacer, favorisant ainsi leur adaptation au changement climatique.

15 %
des terres
en aires protégées

Eau

146
usines d'épuration
en cours de mise
en normes



La rénovation des usines d'épuration et la baisse sensible des engrais phosphatés ont permis d'améliorer la qualité de l'eau. Les signatures de 2 conventions de prêts avec la Caisse des Dépôts et Consignations de 1,5 M€ en février 2009 viennent aider les collectivités à mettre aux normes leurs usines d'épuration. Alors que 146 grosses usines d'épuration n'étaient pas aux normes en 2007, les travaux sont désormais engagés et seront terminés en 2011.